

La « République catalane » : entre construction identitaire et communauté politique

ALEXANDRA PALAU

*CENTRE INTERLANGUES TIL – EA 4182, UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE
alexandra.palau@u-bourgogne.fr*

1. La République catalane, revendiquée comme un espace politique, territorial et symbolique par les dirigeants indépendantistes catalans, cristallise nombre de tensions identitaires tout en reflétant des aspirations sociales autour d'un projet institutionnel commun. Cet article se propose d'interroger les mécanismes à l'œuvre dans la construction nationale et territoriale de cet espace institutionnel – vecteur et révélateur d'une identité politique, sociale et culturelle – afin d'analyser les changements qui se produisent dans les argumentaires politiques, suite au référendum illégal sur l'indépendance du 1^{er} octobre 2017. L'organisation de cette consultation populaire, interdite par le Tribunal Constitutionnel, entraîne une radicalisation des positions entre les deux acteurs principaux de la crise catalane, le gouvernement espagnol et le gouvernement catalan.
2. La proclamation de la « République catalane comme État indépendant » par le Parlement catalan, le 27 octobre 2017, brise, en effet, le pacte territorial entre l'État espagnol et la Catalogne qui résultait de la Constitution de 1978. Cette déclaration matérialise, de ce fait, une cassure / une séparation à la fois territoriale, institutionnelle mais aussi affective avec l'Espagne et la monarchie.
3. Afin de comprendre le processus de construction de ce territoire institutionnel et la façon dont s'élaborent et se diffusent dans l'espace public ses représentations, cette analyse s'articule autour de trois éléments : les dispositifs communicationnels qui permettent de promouvoir des formes d'identification collective, le rôle des émotions et des valeurs mobilisées dans la transmission et médiatisation d'un récit collectif destiné à légitimer la République catalane, et la mise en œuvre d'un discours de différenciation et d'initiatives publiques pour se dissocier de l'Espagne. Pour prendre en compte l'ensemble de ces mécanismes et le rôle des acteurs politiques et socio-culturels, le corpus se compose, d'une part, de documents institution-

nels : les discours d’investiture des quatre présidents de la *Generalitat* qui se sont succédé sur la période 2015-2022, depuis le premier référendum sur l’indépendance de 2014 – Artur Mas, Carles Puigdemont, Quim Torra et Pere Aragonès (les discours d’investiture des présidents de la *Generalitat* sont disponibles sur <https://www.ccma.cat/tv3/alacarta/els-discursos-d-investidura-dels-presidents-de-la-generalitat-1980-2021>) –, et la déclaration d’indépendance de la Catalogne. Il intègre également les modes d’action de la société civile – création de collectifs citoyens, de plates-formes numériques, mobilisations protestataires, slogans – pour diffuser, dans l’espace public, le projet républicain et lui donner une visibilité. Il s’agira d’analyser l’impact de ces pratiques sur le discours politique et les interférences entre pouvoir institutionnel et société civile à partir du concept d’*empowerment*. Enfin, pour évoquer la complexité et la diversité des pratiques destinées à légitimer le projet d’un État catalan indépendant, il conviendra de s’intéresser aux stratégies numériques et publiques de Diplocat – le Conseil de diplomatie publique de Catalogne, en grande partie financé par la *Generalitat*. L’objectif est d’étudier les logiques spatiales et sociales à l’œuvre pour médiatiser le processus souverainiste hors des frontières de l’Espagne.

1. Construire une communauté politique : de la nation catalane à la République catalane

4. Les rhétoriques identitaires mobilisées dans les discours nationalistes sont essentielles pour créer le sentiment d’appartenir à une même communauté. Elles s’appuient sur des référents tels que le territoire, la langue, la culture, un passé historique commun et la mise en avant de valeurs partagées. Ces éléments constitutifs de l’identité permettent de définir et de construire la nation en tant que « communauté politique imaginaire et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » (Anderson, 2017 ; 19). Les revendications identitaires s’inscrivent donc dans une stratégie politique et peuvent être adaptées et transformées en fonction des enjeux idéologiques d’une période déterminée.
5. Dans le cadre de la crise catalane, les argumentaires utilisés dans le discours indépendantiste montrent que la demande de reconnaissance d’une identité politique et territoriale recourt aux mêmes composantes que les nationalismes d’État :

Le puissant mouvement de décentralisation et d'autonomisation qui travaille de l'intérieur la plupart des États et des sociétés nationales a suscité l'appropriation à des échelles inférieures à celle de l'État-nation des ressources de l'imaginaire stato-national. C'est notamment le cas des régions travaillées par une puissante revendication autonomiste ou indépendantiste visant à l'émancipation des nations autoproclamées. La rhétorique identitaire qui s'y déploie alors est très similaire à celle que l'on a vue à l'œuvre dans les imaginaires nationaux (Debarbieux, 2015 ; 219).

6. En ce sens, l'étude des discours d'investiture des quatre présidents qui se sont succédé à la tête du gouvernement catalan depuis l'organisation de la consultation populaire de novembre 2014 permet de comprendre les mécanismes à l'œuvre pour constituer cette communauté imaginée et fabriquée afin, d'une part, d'agir sur la dynamique des appartenances collectives et, d'autre part, pour consolider le projet de rupture avec l'Espagne en déterminant les contours institutionnels de « la nation catalane ». Ces interventions sont, en effet, présentées et perçues comme une feuille de route pour la mise en œuvre des différentes étapes du processus indépendantiste. Il s'agit d'un message institutionnel destiné à la fois à l'État espagnol et à la société civile catalane.

7. Le 9 novembre 2015, une résolution votée au Parlement catalan proclame « le début du processus de création de l'État catalan indépendant sous la forme d'une République ». Pourtant, dans son discours d'investiture prononcé le même jour, suite aux élections autonomiques du 27 septembre 2015 qui donnent une majorité à la coalition *Junts pel Sí*¹ (Ensemble pour le Oui), Artur Mas privilégie les concepts de « nation » et d'« État indépendant », repris plusieurs fois tout au long de son intervention : « El gran repte d'aquest mandat consisteix a transformar l'autonomia catalana en l'Estat català » ; « Aquesta legislatura ha de servir per transitar de l'autonomia a l'Estat. Cada dia menys autonomia, cada dia més Estat » ; « [...] crear un Estat independent per a Catalunya ». Il insiste sur le passage d'un système autonome à la formation d'un État indépendant. Cependant, à aucun moment, il ne fait référence à la création d'une République catalane. L'argumentaire est centré autour de « la nation catalane », définie à partir de critères historiques et assimilée à une communauté pensée sur la base d'un projet commun : « [...] i parlo de nació no principalment en termes

¹ Cette coalition regroupe un nationalisme de centre droit représenté par le parti *Convergència i Unió* et un nationalisme de gauche représenté par la formation *Esquerra Republicana de Catalunya*.

històrics, sinó de comunitat que defensa un projecte propi a partir d'uns valors propis ».

8. Les mécanismes discursifs utilisés et les concepts choisis – qui relient conscience historique et culture politique – pour nommer l'identité territoriale et institutionnelle de la Catalogne visent à activer une communauté de buts et de valeurs, indispensable pour garantir une adhésion collective au projet d'indépendance. Les ressorts de ce discours montrent que la construction de cette communauté émotionnelle peut être considérée comme un préalable nécessaire à la création d'une communauté politique. Une communauté émotionnelle désigne « tout groupe de personnes animées par des intérêts et des objectifs communs » et se définit comme « un environnement adapté pour accueillir les approches performatives de l'émotion, dans leur capacité intrinsèque à transformer les situations » (Boquet, 2013 ; 2). Les émotions sont, en effet, une composante centrale de la rhétorique indépendantiste et un élément essentiel pour la formation de cette communauté. Il s'agit de penser le groupe en cours de communautarisation émotionnelle pour accompagner les imaginaires et les représentations liés à la transformation de la Catalogne en un État national et territorial, et renforcer le sentiment d'appartenance.

9. Cette stratégie politique et communicationnelle vise à impliquer la société civile dont les affects sont appréhendés comme une ressource identitaire au service de ce projet idéologique. Les propos d'Artur Mas sont sur ce point particulièrement explicites : « [...] un gruix molt notable de la ciutadania catalana ha aglutinat els seus sentiments i els seus anhels, i els ha canalitzat en forma de projecte. El *mainstream* de la societat catalana és la voluntat d'exercir el nostre dret a decidir i la nostra sobirania ». Émotions et espérances se concrétisent dans la revendication du droit à l'autodétermination et dans l'exigence d'une souveraineté propre. Les moyens expressifs employés donnent ainsi, pour reprendre les mots de Benedict Anderson, « une légitimité émotionnelle » (Anderson, 2017 ; 18) à cette déclaration. Ils permettent également de mettre en avant la cohésion de la société catalane et une unité autour de ce projet de création d'un État catalan indépendant, qui ne reflète pourtant pas la complexité de la population catalane, divisée sur cette question, comme le montrent les résultats des élections autonomiques de septembre 2015².

2 Lors de ces élections, les partis indépendantistes (la coalition *Junts pel Sí* qui regroupe CiU et ERC ainsi que la CUP – Candidature d'unité populaire, une formation antisystème

10. En l’absence du soutien de la CUP, Artur Mas retire sa candidature à la présidence de la *Generalitat*. Dans le discours d’investiture de son successeur – Carles Puigdemont –, on retrouve la même terminologie ainsi que l’absence de références à une République catalane et une forme d’imprécision quant aux contours institutionnels de ce « nouvel État catalan indépendant ». Carles Puigdemont inscrit, en effet, son mandat dans « une période de postautonomie et de pré-indépendance », et ne se montre pas opposé à une ouverture des négociations avec l’Espagne dans l’optique de parvenir à une reconnaissance internationale : « Aquest govern haurà d’iniciar la taula de negociació amb l’Estat espanyol i el reconeixement internacional ». Par contre, il est à noter que l’expression « nation catalane » est complètement délaissée et remplacée par « pays ». La Catalogne est assimilée à un pays, comme si de nouvelles frontières étatiques avaient déjà été redessinées. La communauté émotionnelle et politique catalane prend donc, à travers l’utilisation répétée de ce mot, la forme d’un pays, dans le but de promouvoir des modes d’identification étatiques qui permettent de « restituer le processus de construction sociale d’un territoire, comme la combinaison d’un espace, d’une profondeur historique et de projets sociaux » (Hamman, 2013 ; 59). En ce sens, Carles Puigdemont définit les priorités de son gouvernement pour, dit-il, parvenir à « un país més just, més equitatiu i més saludable, un país més creatiu i més obert. [...] que el país sigui més transparent i exemple de bones pràctiques ». Il s’agit de consolider un lien social en le mettant en relation avec un espace territorial déterminé tout en soulignant le rôle / la collaboration de la société civile dans la construction de cet État indépendant, qui ne serait pas uniquement le résultat de décisions prises au sein de la sphère institutionnelle mais qui entend s’inscrire dans un ancrage local : « El món local té un paper important en la elaboració del nou Estat català ».
11. La filiation idéologique qui existe entre Artur Mas et Carles Puigdemont, tous deux membres de CDC – Convergència democràtica de Catalunya – le parti nationaliste de centre droit créé par Jordi Pujol, remplacé en 2016 par le PdeCat – Parti démocrate européen de Catalogne –, explique certaines des similitudes entre leurs deux discours d’investiture et notamment l’absence d’allusions à une République catalane, plus clivante et davantage considérée comme le marqueur idéologique de la formation

d’extrême-gauche) obtiennent 47,8 % des suffrages tandis que les forces politiques opposées au projet d’indépendance remportent 48 % des suffrages.

ERC, la gauche républicaine de Catalogne. On peut donc considérer que ces choix terminologiques matérialisent tout à la fois des rivalités politiques entre les deux principaux courants indépendantistes, tout en étant également créateurs de consensus auprès de l'opinion publique, en évitant de relier, dans un premier temps, le projet de rupture avec l'Espagne au passage à une République qui induit une forme de radicalité. Il s'agit, à travers des termes moins explicites sur le plan institutionnel, d'unifier la perception de la construction de cet État indépendant catalan au sein de l'espace public, en fédérant d'abord autour de valeurs et de projets communs qui constituent les fondements d'une identité partagée et sont à la base de cette communauté émotionnelle.

2. Légitimité et visibilité du projet républicain : le rôle de l'engagement citoyen

2.1 UN CHANGEMENT D'ARGUMENTAIRE POLITIQUE

12. La préparation et l'organisation du référendum du 1^{er} octobre 2017 marquent un net infléchissement dans la stratégie de la *Generalitat*, alors que s'affirme, dans le même temps, le choix de l'unilatéralité, sans accord avec l'État espagnol. Le projet de création d'une République indépendante acquiert une visibilité plus importante tant au niveau de la sphère institutionnelle que dans l'espace public. Il vise à amplifier une dynamique contestataire et à accentuer un discours de différenciation vis-à-vis de l'Espagne.
13. Ainsi le 10 octobre 2017, Carles Puigdemont, président de la *Generalitat*, déclare l'indépendance de la Catalogne. La Déclaration d'indépendance (<https://www.vilaweb.cat/noticies/text-document-declaracio-independencia-10-octubre-puigdemont-junts-pel-si-cup/>), signée par les 62 députés indépendantistes, combine les éléments de base de l'identité nationale catalane – « La nació catalana, la seva llengua i la seva cultura tenen mil anys d'història » – et des instruments institutionnels destinés à légitimer la constitution d'une communauté politique sous la forme d'une République et l'ouverture d'un processus constituant à partir de dispositifs participatifs – « Constituïm la República catalana, com a Estat independent i sobirà, de dret, democràtic i social. [...] Iniciem el procés constituent, democràtic, de base ciutadana, transversal, participatiu i vinculant ». À noter en ce sens

que la citoyenneté a une dimension essentielle dans cette déclaration institutionnelle, tout comme la nécessité de construire des transversalités qui impliquent les acteurs politiques mais aussi la société civile à travers les organisations culturelles et le monde de l'entreprise. Cependant, la déclaration unilatérale d'indépendance ne sera jamais effective. Elle est reportée pour ouvrir la voie au dialogue avec l'État espagnol mais l'application de l'article 155 de la Constitution entraîne la mise sous tutelle de la Catalogne et empêche toute possibilité de négociation entre les deux exécutifs. Finalement, le 27 octobre 2017, le Parlement catalan vote la proclamation de la « République catalane comme État indépendant, souverain, démocratique et social ». Dès lors, deux légalités s'affrontent, celle de l'État espagnol et celle de la *Generalitat*. La radicalisation des positions qui fait suite à l'organisation du référendum illégal se traduit, pour l'État espagnol, par une judiciarisation du conflit – avec des poursuites concernant des responsables politiques et d'associations culturelles, l'incarcération de neuf dirigeants indépendantistes dont l'ex-vice-président de la *Generalitat*, Oriol Junqueras – et pour l'exécutif catalan, par une intensification du processus visant à instaurer une République.

14. Cet objectif devient le moteur de l'action gouvernementale comme en témoignent les discours d'investiture prononcés par Quim Torra³ et Père Aragonès⁴ dont les références constantes à une République indépendante de Catalogne traduisent un alignement du politique sur l'identitaire et le culturel qui renforce la mobilisation émotionnelle autour de ce projet. La revendication d'une République performe alors une démarche politique identitaire destinée à concrétiser la construction progressive de cet espace institutionnel et territorial : « Serem lleials al mandat del primer d'octubre: construir un estat independent en forma de República. [...] cal un govern que expressi, en la seva mateixa configuració, la nostra inalterada voluntat de continuar el mandat republicà rebut de la ciutadania » (Discours d'investiture de Quim Torra, 12-05-2018).

2.2 UN ENGAGEMENT CITOYEN, VECTEUR D'ÉMOTIONS

- 3 Quim Torra est investi président de la Catalogne en mai 2018. Il est destitué par la justice espagnole en septembre 2020 pour désobéissance et condamné à un an et demi d'inéligibilité. Il avait été désigné par Carles Puigdemont qui, sous le coup d'un mandat européen, se trouvait dans l'impossibilité de revenir en Espagne.
- 4 Père Aragonès est élu à la présidence de la *Generalitat* en mars 2021, suite à l'organisation de nouvelles élections autonomiques en février 2021.

15. Dans un contexte où les manifestations, les marches protestataires et les actions désobéissantes se multiplient, ces nouveaux choix rhétoriques, communicationnels et idéologiques prennent aussi en compte les revendications et les demandes de la société civile et des collectifs citoyens qui s'organisent pour appuyer la création d'une République. La République devient un vecteur d'affirmation identitaire et le symbole d'une culture de l'insoumission destinée à contester l'autorité de l'État espagnol. Sa capacité mobilisatrice tient à sa charge émotionnelle et à l'héritage politico-culturel qu'elle véhicule. Le terme « République » devient omniprésent et se diffuse dans l'espace public à travers les nombreux slogans utilisés dans les manifestations et les noms que choisissent plusieurs plates-formes numériques et collectifs citoyens, en accord avec la cause qu'ils souhaitent défendre. Parmi les exemples les plus emblématiques, on peut citer les Comités de défense de la République (CDR). Ces collectifs citoyens – organisés par quartiers ou villes – se mettent en place en 2017 pour surveiller les urnes et les bureaux de vote lors du référendum du 1^{er} octobre. Ils continuent ensuite à se mobiliser, en prônant le recours à la désobéissance civile, pour soutenir le projet de création d'une République indépendante de Catalogne. Les CDR se revendiquent d'une légitimité citoyenne et sont à l'origine de nombreuses actions contestataires comme des marches ou des blocages qui suscitent une couverture médiatique significative. Ils proposent également de diversifier les modalités de l'engagement collectif en programmant des journées qui combinent des actions militantes mais aussi des conférences et des activités ludiques (concerts, « apéritifs républicains ») pour sensibiliser l'opinion publique. La journée intitulée « Endavant República » (<https://tinyurl.com/2pvezn2e>), organisée le 30 septembre 2018 avec le soutien des partis politiques indépendantistes (CUP, ERC et PdCAT) et des organisations culturelles (Assamblea nacional catalana et Òmnium cultural), pour commémorer les préparatifs du référendum de 2017, est une initiative locale représentative de la stratégie des CDR. Parmi les actions prévues, une marche solidaire avec les slogans – « Fem República », « Llibertat presos politics » –, des drapeaux indépendantistes et des rubans jaunes⁵ contribue à la construction d'un espace social militant qui participe de la visibilité de la protestation et de la médiatisation de ces revendications.

5 La couleur jaune est considérée comme l'emblème de l'indépendantisme catalan et de la lutte pour demander la libération des dirigeants politiques indépendantistes incarcérés, suite à l'organisation du référendum de 2017 et à la proclamation d'une République indépendante de Catalogne.

16. D'autres initiatives témoignent de l'implication de divers secteurs de la société civile comme la plateforme « Universitats per la República » (<https://www.tercerainformacion.es/opinion/28/10/2017/visca-la-republica-ara-toca-defensar-la/>), créée par le monde universitaire et dont les visuels, accompagnés d'un mot d'ordre combatif – « Visca la República! Ara toca defensar-la » – proposent d'autres canaux de diffusion et espaces de discussion pour débattre et donner une tribune à des acteurs collectifs et individuels. L'impact des technologies numériques est, en effet, central pour la diffusion du projet de création d'une République et la mobilisation de la société catalane. À titre d'exemple, on peut évoquer la manifestation du 11 mars 2018 pour demander la formation d'un gouvernement à même de permettre l'avènement d'une République. Le slogan choisi – « República, Ara » – souligne la détermination de l'engagement citoyen. Cet espace / ce moment protestataire où « les corps rassemblés pour affirmer leur existence plurielle sont déjà engagés dans l'autodésignation et l'exercice de la souveraineté populaire, donnant ou retirant leur soutien, déclarant leur indépendance par rapport aux régimes dont la légitimité dépend d'eux » (Butler, 2013 ; 60-61) constitue « une affirmation politique performative » qui met en avant une cohésion communautaire. Il est relayé sur Internet à travers une courte vidéo ([youtube.com/watch?v=FE7ejczd-DA](https://www.youtube.com/watch?v=FE7ejczd-DA)), accompagnée du message « Vam votar l'1-O, ho vam tornar a fer el 21-D i ahir vam ser miles que vam tornar exigir als carrers República Ara ! », où apparaissent les témoignages et les réactions de manifestants qui expriment un sentiment d'indignation face à la lenteur du processus. Ce support renvoie à une forme d'activisme médiatique, représentatif des stratégies mobilisées par la société civile catalane, pour créer « une forme directe et immédiate d'affirmation publique », et proposer « des espaces de diffusion alternatifs auto-organisés, souples, libérés *a priori* de toute censure et permettant de donner une tribune à la multitude des acteurs collectifs et individuels » (Cardon, Granjon, 2013 ; 98). Ces mécanismes permettent, par ailleurs, de nourrir une interaction émotionnelle du fait de la viralité / réactivité associée à la communication sur Internet mais aussi en raison de la dimension de partage de l'indignation qui constitue « un excellent conducteur de valeurs, comme le sont, les émotions en général » (Heinich, 2017 ; 65).
17. L'ensemble de ces dispositifs communicationnels qui donnent une visibilité aux diverses modalités d'expression de l'indignation participent de

la production de ressources symboliques et informationnelles. Ils consolident, de ce fait, la formation d’une communauté émotionnelle autour du projet de création d’une République indépendante. Cette visibilité se reflète également dans le slogan choisi pour la Diada 2018 – la fête nationale catalane devenue l’un des moments emblématiques de cette contestation –, qui, pour la première fois depuis 2010⁶, utilise le terme « République » : « Fem la República Catalana ». À l’image des différents exemples évoqués, ce mot d’ordre à valeur performative met en lumière l’*empowerment* d’une partie de la société catalane. Défini comme le pouvoir d’agir des individus et / ou des collectifs, il est l’une des caractéristiques de cette mobilisation et contribue à une communautarisation idéologique. En effet, le projet d’une République catalane, très largement diffusé dans l’espace urbain et numérique, n’est plus uniquement assimilé aux revendications de la gauche républicaine mais fédère désormais l’ensemble des indépendantistes, même si les clivages et les divisions restent nombreux. La République devient un vecteur d’affirmation identitaire. Les modes d’action utilisés lors des *Diada* – manifestations spectaculaires, rassemblements festifs et chorégraphiés, chaînes humaines – participent également d’une construction de l’espace social comme lieu de protestation et encouragent une culture de la mobilisation en créant des solidarités collectives.

18. La mise en scène de la perturbation de l’espace public à travers l’investissement des individus, des associations culturelles et des collectifs citoyens engage de nouvelles dynamiques politiques. La visibilité de la protestation et sa médiatisation autour du projet d’une République entraînent des changements dans le débat public et ont un impact sur les argumentaires et les valeurs mobilisés dans le discours institutionnel. Le discours d’investiture de Pere Aragonès⁷ – prononcé le 26 mars 2021, suite à de nouvelles élections autonomiques – reflète cette évolution, à travers deux grands axes qui définissent les priorités de son gouvernement, présenté comme « una nova Generalitat republicana que obri una nova etapa al país », afin de résoudre le conflit politique avec l’État espagnol, en obtenant le droit à l’autodétermination et l’amnistie pour les prisonniers politiques incarcérés.

6 L’année 2010 marque le début du processus indépendantiste catalan, suite à l’annulation par le Tribunal constitutionnel de 14 articles du nouveau statut d’autonomie de la Catalogne, dont le préambule évoquait « une nation catalane ».

7 Pere Aragonès, le dirigeant d’ERC et vice-président de la *Generalitat*, succède à Quim Torra, destitué et condamné à un et demi d’inéligibilité pour désobéissance.

19. Pere Aragonès évoque, d'une part, « la llibertat, l'equitat i la solidaritat com a elements constitutius d'una ciutadania plenament empoderada i emancipada ». Il intègre, par ce biais, la dimension collective de l'engagement citoyen dans la rhétorique de l'imaginaire national catalan – en plus de la langue, de l'histoire et de la culture –, considérée comme « una concepció republicana del valor que donem a la idea de ciutadania, a la idea de catalanitat, a la idea de nació ». Les valeurs républicaines sont ainsi reliées à l'*empowerment* et à l'activisme citoyen pour construire une représentation sociale d'une Catalogne indépendante. Ces éléments permettent d'illustrer la question de l'usage social et politique du terme « République » dans le but de consolider une communauté politique. À travers ce discours et la ligne d'action qu'il propose pour son gouvernement, Pere Aragonès cherche à structurer les valeurs républicaines autour des enjeux de société contemporains tels que la démocratie directe, le féminisme, la reconnaissance des droits des minorités et l'écologie sociale. La nation est, une nouvelle fois, imaginée, sous la forme d'une République, pour créer une communauté de buts et de valeurs, et allier une idéologie de l'intérêt national à l'action publique.

3. Une diplomatie publique identitaire : le rôle de Diplocat

20. La communication sur l'image de la Catalogne à l'étranger ainsi que les résonances du processus indépendantiste ont toujours été une priorité, aussi bien pour les dirigeants politiques catalans que pour une partie de la société civile, fortement engagée dans ce mouvement. Le slogan indépendantiste « El món ens mira » – présenté comme l'un des marqueurs identitaires de la mobilisation – reflète cette dynamique et participe de la construction médiatique de cette contestation.
21. Dès la Déclaration d'indépendance de 2017, l'un des objectifs affichés est la reconnaissance de la future République catalane par les autres États, et son intégration dans la communauté internationale :

Posem en coneixement de la comunitat internacional i les autoritats de la Unió Europea la constitució de la República catalana. [...] Afirmem que Catalunya té la voluntat inequívoca d'integrar-se tan ràpidament com sigui possible a la comunitat internacional. [...] Apel·lem als Estats i a les organitzacions internacionals a reconèixer la República catalana com Estat independent i sobirà.

22. Certains slogans – particulièrement visibles lors des manifestations indépendantistes et parfois formulés en anglais comme « Catalonia next state of Europe » – témoignent également de la volonté d’un rapprochement avec l’Europe et du souhait qu’une Catalogne indépendante puisse adhérer à l’Union européenne. Ces espérances et objectifs partagés participent de la consolidation d’une communauté politique et émotionnelle, et sont destinés à façonner une image de la Catalogne sur la scène internationale. Ils s’expliquent par des enjeux économiques – les aides accordées par l’Union européenne et la possibilité d’échanges commerciaux exemptés de droits de douane –, mais ils sont aussi le fruit d’une tradition historique portée par les acteurs socio-culturels de la Catalogne pour faire reconnaître à l’étranger la singularité de l’identité catalane, et marquer ainsi sa différence par rapport à l’Espagne.
23. La médiatisation du processus indépendantiste, hors des frontières de l’Espagne, orchestrée à la fois par des acteurs au cœur et / ou en marge des dispositifs institutionnels, vise donc à susciter l’adhésion de la communauté internationale, à sensibiliser les États à des valeurs politiques de liberté et d’exercice du droit à l’autodétermination et à internationaliser la cause indépendantiste. L’identité revendiquée se manifeste alors par le biais de diverses stratégies de communication qui servent des desseins politiques et cherchent à légitimer le projet de création d’un État catalan indépendant sur la scène internationale. Pour saisir la complexité et la diversité de ces représentations, nous avons choisi de mettre la focale sur la stratégie adoptée par Diplocat, le Conseil de la diplomatie publique de la Catalogne.
24. Parmi les initiatives officielles destinées à rendre attractive l’image de la Catalogne auprès de l’opinion publique internationale et, à médiatiser, par ce biais, le processus indépendantiste, Diplocat – l’organisme diplomatique du gouvernement catalan – occupe une place centrale. Créé en 2012, il succède au Patronat Catalunya Món constitué en 2007 et il est essentiellement financé par la *Generalitat*. Selon son actuelle secrétaire générale, Laura Foraster, son objectif est « d’enfortir la diplomàcia pública, les relacions amb la Unió Europea i d’apropar Catalunya al món i el món a Catalunya » (<https://tinyurl.com/mpffyyfh>). Les missions et la communication de Diplocat sont ainsi conçues et présentées dans une perspective d’échanges réciproques avec les citoyens et les institutions des autres pays. Il convient, cependant, au moment d’aborder cette problématique, de définir le concept

de « diplomatie publique ». Dans quelle mesure peut-il s’appliquer à la Catalogne et quels sont les moyens et les pratiques mis en œuvre ?

25. Contrairement au *soft power* qui ne découle pas forcément de la volonté d’un État, la diplomatie publique résulte d’« une construction volontariste de la part d’une autorité politique, soit la pratique d’une médiation dans le but de renforcer l’attractivité et l’influence. [...] La diplomatie publique a toutefois ceci de spécifique que l’acte de médiation ne vise pas seulement les représentants de l’autre entité politique, mais la société dans son ensemble » (Lequesne, 2021 ; 14-15). Depuis la promulgation de la Constitution de 1978, la Catalogne a, en effet, utilisé des instruments et des canaux de communication relevant de la diplomatie publique pour promouvoir, dans un premier temps, son identité en lien avec le projet autonomiste, puis, à partir de 2012, le projet indépendantiste. Or, la diplomatie publique est considérée comme un instrument « au service de la puissance étatique » (Lequesne, 2021 ; 29). En revendiquant le concept de diplomatie publique – au travers de l’action de Diplocat, utilisé comme un outil de politique étrangère –, la Catalogne semble se positionner comme un État aux yeux du monde. Par ailleurs, cette communication institutionnelle participe de la légitimation de la cause indépendantiste.
26. Considéré comme un nouvel espace de la mobilisation en faveur de la création d’un État catalan indépendant, Diplocat a dû cesser ses activités au moment de l’application de l’article 155 de la Constitution et de la mise sous tutelle de la Catalogne en octobre 2017 par l’État espagnol. Ce n’est qu’en avril 2019 que Diplocat est autorisé à reprendre son fonctionnement avec comme consignes, de la part du ministère des Affaires étrangères espagnol, de se centrer exclusivement sur la communication de l’image de la Catalogne, de sa culture, de ses entreprises et de sa société, et d’éviter les sujets liés à la question nationale. Toutefois, le polémique concept de diplomatie publique demeure un élément-clé de la stratégie et de la rhétorique de Diplocat, jusqu’à ce qu’une sentence du Tribunal constitutionnel exige, en septembre 2020, un changement de terminologie. L’expression « diplomatie publique » est alors remplacée par la formule « Dialogue International » sur le site Internet de Diplocat et dans les documents pour « le Plan de Travail 2021 » (<https://diplocat.cat/fr>).
27. En plus de se présenter comme un organisme de diplomatie publique, la mise en place de nombreuses stratégies de communication digitale dans

un espace médiatique profondément transformé par le numérique, suite à la pandémie du Covid-19, constitue un autre des axes prioritaires de l'action de Diplocat⁸. Son site – traduit dans plusieurs langues dont l'anglais et le français – a pour objectif de construire un espace d'information et de discussion à partir des trois mots-clés explicités sur la page d'accueil qui résument la ligne d'action de ce Conseil de diplomatie publique : « Connecter, Projeter, Former ». Ces espaces de rencontre et de confrontation d'expériences se matérialisent au travers de l'organisation de cycles de conférences et de « débats numériques » qui impliquent des hommes politiques, des membres du gouvernement catalan mais aussi des acteurs internationaux non étatiques tels que des responsables associatifs, des artistes, des chefs d'entreprise, des sportifs, etc. Ces débats d'idées qui sont au centre de cette diplomatie numérique sont diffusés en ligne et restent disponibles sous forme de vidéos – parfois uniquement en anglais – sur le site web de Diplocat. Il s'agit d'une forme de réseau participatif qui permet une interactivité avec un public plus large afin de forger un modèle national aux yeux d'une opinion publique internationale. En effet, le choix des thématiques retenues vise à construire une image de la Catalogne sur la scène internationale en affichant des valeurs égalitaires et démocratiques, liées essentiellement à la citoyenneté, à la diversité, au multiculturalisme, à la construction européenne et à la protection de l'environnement. Ce système de valeurs, révélateur d'une identité sociale, témoigne également de la façon dont la société catalane se représente le monde. Il est complété par des dispositifs de formation à travers des bourses et des aides pour étudier à l'étranger et par la mobilisation de ressources culturelles et identitaires dont la plus emblématique est la promotion de la traditionnelle fête de la San Jordi. Les valeurs de partage, de savoir et de transmission véhiculées par cette fête du livre et des roses sont diffusées par l'intermédiaire du site www.booksandroses.cat. Il présente les activités en lien avec cette manifestation culturelle, organisées dans différents pays.

28. La stratégie de Diplocat mise sur le développement du web participatif pour créer de nouveaux espaces médiatiques dans le but de renforcer l'attractivité de la Catalogne et de favoriser la reconnaissance d'une identité territoriale, culturelle et politique, dissociée de celle de l'Espagne. En effet,

8 Entretien de Laura Foraster, la secrétaire générale de Diplocat, le 1^{er} avril 2021 : « La pandèmia ens ha limitat moltíssim, però ho estem superant redissenyant l'acció a través de les eines digitals » (<https://exterior.cat/entrevistes/laura-foraster-diplocat-fa-el-que-ha-fet-semblant-catalunya-mira-el-mon/>)

cette communication digitale vient en appui de la paradiplomatie et participe de la construction d'« un capital médiatique » et de « sa transformation en pouvoir à agir dans d'autres espaces sociaux, c'est-à-dire sa reconversion en une autre forme de capital et, pour ce qui nous intéresse en capital politique » (Desrumaux, Nollet, 2021 ; 19). Cette visibilité numérique qui permet de faire connaître et de valoriser les actions de la société civile catalane sur le plan international devient ainsi un atout politique et un moyen de se démarquer de la politique étrangère de l'État espagnol. La Catalogne apparaît comme une entité autonome qui dispose de ses propres réseaux pour tisser des liens économiques et promouvoir des échanges artistiques avec les autres pays. Ces dispositifs médiatiques fonctionnent, en ce sens, comme un instrument de légitimation du projet indépendantiste et de l'aspiration à se positionner comme une République démocratique, ouverte et plurielle.

Conclusion

29. À partir de l'exemple catalan et en tenant compte des enjeux constamment évolutifs de l'indépendantisme, cette étude se centre sur les dynamiques de mise en visibilité qui caractérisent le processus d'institutionnalisation d'un territoire. Autour de l'expression « République catalane » se cristallisent, en effet, nombre d'aspirations et de revendications identitaires, sociales et politiques destinées à déclencher une forme de radicalité et à créer des logiques d'appartenance communautaire. Il s'agit de contester les frontières établies par les institutions de l'État espagnol et de mettre en scène les modes de création et d'appropriation d'un nouvel espace, à travers les valeurs et les référents identitaires mobilisés dans les argumentaires des discours d'investiture des présidents catalans. Par ailleurs, l'enjeu de cette réflexion est de mettre la focale sur l'articulation des différents registres d'action mobilisés, en soulignant le rôle de la société civile catalane dans l'émergence et l'affirmation de cette nouvelle territorialité. En ce sens, le recours aux nouvelles technologies de la communication et aux plateformes numériques s'avère décisif pour s'organiser en réseau / en communauté et favoriser l'*empowerment* de la société catalane. Les initiatives et la stratégie développée par Diplocat sont également révélatrices de cet entrecroisement des espaces sociaux, imaginaires et politiques pour façonner un territoire et gagner en légitimité sur la scène internationale. L'étude des différents dis-

positifs utilisés rend compte de la diversité et de la complémentarité des actions menées dans la sphère institutionnelle et non-institutionnelle afin d’inscrire le processus de construction de la République catalane dans une double perspective de légitimation et de médiatisation.

Bibliographie

ANDERSON Benedict, *L’imaginaire national. Réflexions sur l’origine et l’essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, « Sciences humaines et sociales », 2017.

BOQUET Damien, « Le concept de communauté émotionnelle selon B.H. Rosenwein », *BUCEMA*, no 5, 2013, <https://doi.org/10.4000/cem.12535> [consulté le 2 septembre 2023]

BUTLER Judith, « “Nous, le peuple” : réflexions sur la liberté de réunion », *Qu’est-ce qu’un peuple ?*, BADIOU Alain, BOURDIEU Pierre, BUTLER Judith, DIDI-HUBERMAN Georges, KHIARIS Sadri, RANCIÈRE Jacques (dir), Paris, La fabrique éditions, 2013, p. 53-76.

CARDON Dominique, GRANJON Fabien, *Médiactivistes*, Paris, SciencesPo Les Presses, « Contester », 2013.

CASTELLS Manuel, *Redes de indignación y esperanza*, Madrid, Alianza Editorial, 2012.

DEBARBIEUX Bernard, *L’espace de l’imaginaire*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

DESRUMAUX Clément, NOLLET Jérémie (dir.), *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Res Publica », 2021.

ESPINET Xavier, SANCHEZ Mariana (dir.), *Catalogne : la République libre*, Paris, Éditions Syllepse, « Utopie critique », 2019.

HAMMAN Philippe, *Sociologie des espaces-frontières*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, « Études alsaciennes et rhénanes », 2013.

A. PALAU, « La “République catalane” ... »

HEINICH Nathalie, *Des valeurs. Une approche sociologique*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des Sciences Humaines », 2017.

LEQUESNE Christian, « La diplomatie publique au service de la puissance étatique », *La puissance par l'image. Les États et leur diplomatie publique*, Paris, SciencesPo Les Presses, « L'enjeu mondial », 2021, p. 7-29.

LÓPEZ-GARCÍA Guillermo, «Comunicación política y discursos sobre el poder», *El profesional de la información*, no 26, 2017, p. 573-578, <https://doi.org/10.3145/epi.2017.jul.01> [consulté le 10 septembre 2023]

MARTY Nicolas, *Comprendre la crise catalane*, Morlaas, Cairn, 2020.

ROVIRA SANCHO Guiomar, *Activismo en red y multitudes conectadas*, Barcelone, Icaria, 2017.

TRÉPIER Cyril, « Le débat sur l'indépendance crée-t-il une frontière entre les Catalans ? », *Frontières et représentations sociales*, CONSIDÈRE Sylvie et PERRIN Thomas (dir.), Louvain-la-Neuve, Academia, « Thélème 20 », 2018, p. 219-237.